

## **ARRÊTÉ**

**La Maire de BOURBON LANCY,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2212-1 à L2212-2-1 et L2213-1 ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L2122-1 et L2122-2 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment ses articles R110-1, R110-2, R411-1 à R411-32 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment son article R\*116-2 ;

**Vu** le Code Pénal, notamment ses articles R610-5 et R635-1 ;

**Vu** la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

**Vu** la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

**Vu** la demande du 12 février 2024 par laquelle la société « OUTILLAGE DE SAINT-ETIENNE », spécialisée dans la vente d'outillage, sise Parc des Essarts - 42162 ANDREZIEUX BOUTHEON, sollicite une autorisation d'occupation du domaine public, afin d'organiser une vente au déballage ;

**Considérant** que le camion-magasin de la société « OUTILLAGE DE SAINT-ETIENNE », procédera à une vente au déballage sur la Place du Champ de Foire à BOURBON-LANCY le samedi 1<sup>er</sup> juin 2024, de 8 heures 30 à 12 heures 30 ;

**Considérant** que pour des raisons de sécurité, il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement ;

### **ARRETE**

**Article 1.-** Le camion-magasin de la société « OUTILLAGE DE SAINT-ETIENNE » est autorisé à stationner, sur la Place du Champ de Foire (partie haute), le samedi 1<sup>er</sup> juin 2024, de 8 heures 30 à 12 heures 30.

**Article 2.-** La société « OUTILLAGE DE SAINT-ETIENNE » est autorisée à procéder à une vente au déballage, sur la Place du Champ de Foire (partie haute), le samedi 1<sup>er</sup> juin 2024, de 8 heures 30 à 12 heures 30.

**Article 3.-** Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de laisser les lieux en parfait état de propreté et ne devra en aucun cas endommager le revêtement de l'emplacement prévu à cet effet, auquel cas des poursuites seront engagées au regard de l'article R635-1 du Code Pénal.

**Article 4.-** Il est interdit au bénéficiaire d'apposer, sur le domaine public, des panneaux publicitaires annonçant cette vente.

.../...

<p>La Maire, - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte - informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage</p>
--

## **ARRÊTÉ**

**Article 5.-** La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le bénéficiaire des conditions précitées ou pour tout motif d'intérêt général.

**Article 6.-** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) sera mise en place par la Ville de BOURBON-LANCY.

**Article 7.-** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8.-** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de BOURBON-LANCY.

**Article 9.-** Conformément au Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Dijon, ou saisi dans l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 10.-** Madame la Maire de Bourbon-Lancy, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Bourbon-Lancy, Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Bourbon-Lancy, Monsieur le Brigadier-chef principal de la Police Municipale de Bourbon-Lancy, la société « OUTILLAGE DE SAINT-ETIENNE », sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à Bourbon-Lancy, le 29 avril 2024**

**Edith GUEUGNEAU  
Maire**



La Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage